



Sous l'égide d'industriAl Europe, les syndicats européens appellent les travailleurs d'Alstom et de Siemens Mobility à participer aux actions menées simultanément partout en Europe :

Mercredi 30 Mai 2018



Huit mois après l'annonce par Alstom et Siemens Mobility de leur intention de fusionner, **le niveau d'incertitudes reste inacceptable !**

-  Quelles sont les stratégies à long terme d'Alstom et de Siemens ? Assureront-elles la viabilité et la croissance des deux entreprises ?
-  Quel sera l'impact de l'éventuelle fusion sur les emplois, sur les travailleurs européens et sur leurs familles ? Quel est le futur de l'industrie des équipements ferroviaires en Europe ?

✚ Alors que les garanties apportées par Siemens à l'Etat français afin de maintenir l'ensemble des emplois en France pendant 4 ans nous laissent plus que dubitatifs, il apparaît que nos collègues allemands ne sont pas mieux lotis. L'accord IG Metall / Siemens indique notamment :
« Les synergies attendues suite à la fusion devront se répercuter à parts égales sur Siemens et Alstom, ainsi qu'entre l'Allemagne et la France.

Les effets des synergies générées devront être compensés, autant que possible, par l'expansion attendue des activités et l'internalisation (insourcing).

Aucun licenciement pour motif économique ne pourra être prononcé. Si de tels licenciements s'avèrent néanmoins nécessaires, ils ne pourront être prononcés que d'un commun accord entre la direction de l'entreprise, le comité central d'entreprise et IG Metall ».

A la lecture de ces lignes, l'inquiétude des organisations syndicales française quant aux risques que fait peser ce rapprochement sur l'emploi reste donc complètement légitime !

✚ Si nos directions se targuent d'une certaine complémentarité entre Siemens et Alstom pour le matériel roulant (bien qu'Alstom n'ait jamais été en mesure de le démontrer), il est évident que pour la Signalisation, il en va tout autrement. Cela expliquerait-il pourquoi la notification officielle à l'antitrust de l'UE qui était initialement prévue au 1^{er} trimestre 2018 n'est toujours pas annoncée... ? et nous sommes fin mai ! Doit-on y voir la volonté de l'UE à imposer une redéfinition du périmètre du projet avec des cessions d'actifs à nos concurrents comme Ansaldo STS voire à CRSC ?

Après une vente par appartements du Groupe Alstom, doit-on craindre une vente pièces par pièces ?

Rien n'est moins sûr ! Une véritable honte à la lecture des derniers résultats financiers publiés par Alstom qui ne s'est jamais aussi bien porté !

Les décideurs politiques européens doivent prendre leurs responsabilités. Nous leur demandons de développer rapidement une politique industrielle forte, capable de soutenir l'industrie des équipements ferroviaires en Europe.

Rappelons ici que l'ensemble des instances qui ont été consultées sur ce projet ont toute donnée un avis négatif. D'autres solutions ont été proposées, nous demandons qu'elles soient sérieusement examinées.

Ensemble, nous demandons à la direction d'Alstom et de Siemens de :

Garantir tous les emplois et tous les sites européens,

Garantir les capacités d'innovation grâce à une R&D novatrice, des plans d'investissements ambitieux et au développement des compétences des travailleurs

Faire toute la transparence sur les projets industriels à long terme d'Alstom et de Siemens

S'engager à établir des normes élevées de dialogue social et à respecter les droits des travailleurs à l'information et à la consultation.